

## Le nazisme et les savants

In: Genèses, 21, 1995. pp. 2-3.

---

Citer ce document / Cite this document :

Schöttler Peter. Le nazisme et les savants. In: Genèses, 21, 1995. pp. 2-3.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1995\\_num\\_21\\_1\\_1320](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1995_num_21_1_1320)

---

*Le nazisme et les savants*

**D**epuis cinquante ans, la genèse, l'histoire et les effets du «phénomène nazi» ne cessent de constituer l'un des grands enjeux de la recherche historique. «Fascisme allemand», «césarisme», «dictature de la fraction la plus agressive de la bourgeoisie capitaliste», «totalitarisme», «dictature polycratique», etc. – nombreuses sont les étiquettes qui ont eu cours et plus nombreuses encore les interprétations. Certaines furent subtiles et incitèrent à la réflexion, d'autres ont plutôt entravé la recherche. Mais la principale difficulté, à n'en pas douter, vient de la particularité de l'objet lui-même : un régime politique, soutenu par un groupe d'hommes, voire par une population nombreuse, qui entreprit, consciemment, la conquête militaire de l'Europe et l'extermination de populations entières, soit-disant «inférieures», jusqu'au point de sombrer, sous les coups des armées alliées, dans l'autodestruction. Comment rendre compte d'une telle *barbarie* en toute objectivité? Comment établir les «faits», comment désigner les «acteurs» de ces crimes sans *a priori*, sans ressentir, inévitablement, une répulsion? Bref, sans *prendre parti* contre les nazis et le nazisme? Voilà bien l'exception la plus flagrante à la règle d'or selon laquelle l'historien doit étudier l'Histoire *sine ira et studio*, sans rage ni parti pris. S'il peut aujourd'hui paraître souhaitable d'analyser les guerres de religion du XVI<sup>e</sup> siècle, sans que tout lecteur puisse dire dès la cinquième page si l'auteur est catholique ou protestant, les historiens et les sociologues du nazisme, eux, *ne peuvent pas* (et le pourront-ils jamais?) se proclamer «neutres».

Si cette surdétermination particulière a longtemps contribué à «politiser» et donc, en un sens, à rétrécir l'éventail des travaux possibles, voire même à imposer des priorités et des interprétations idéologiques, la «professionnalisation» du champ de recherche au cours des dernières décennies a néanmoins rendu possible une rigueur et une pratique scientifique presque «normales» (au moins sur le plan international et universitaire). Ceci ne va pas sans une spécialisation de plus en plus poussée, sans un effort considérable de prospection des sources (archives en tout genre, témoignages, etc.) ni sans une réflexion permanente sur les risques méthodologiques que l'on croit pouvoir assumer. Ni, enfin, sans le courage de plonger parfois dans les profondeurs les plus sombres de l'océan historique sans toujours être sûr d'en pouvoir supporter les conséquences psychologiques.

Parmi les nombreux chantiers ouverts depuis les années cinquante et soixante, par quelques pionniers comme Raul Hilberg aux États-Unis, Saul Friedländer en Israël, Karl Dietrich Bracher, Martin Broszat ou Hans Mommsen en Allemagne, relayés depuis par des dizaines, voire des centaines de chercheurs, le problème des origines concrètes de la Shoah, de la genèse à

long terme (ou non), programmée (ou non) de la *Destruction du peuple juif*, selon le titre du livre de Hilberg, constitue bien entendu un pôle central. Toute enquête particulière, toute étude de cas : institutionnelle, régionale, biographique, finit toujours par être liée, ne serait-ce que de loin, à ce tourbillon fatal dont les remous ont tout aspiré. Or même ce point central est régulièrement remis en cause, redéfini et recontextualisé. Parmi les exemples récents il suffit de mentionner les controverses provoquées par les livres, très différents, d'Ernst Nolte et d'Arno Mayer sur la «logique» de l'Holocauste. Moins connus à l'étranger, deux livres de Götz Aly et Susanne Heim : *Vordenker der Vernichtung*, (*Experts de la destruction*) 1991, et *Endlösung*, (*La Solution finale*) 1995, ont également suscité de vives réactions, notamment parce que les auteurs, travaillant en marge de l'Université, ont exploité des archives peu ou totalement inconnues. Leur hypothèse d'une participation plus active et importante qu'on ne le pensait jusqu'à présent d'«experts», «intellocrates» et autres représentants en sciences économiques et sociales dans la préparation de la «Solution finale» n'en était que plus provocante.

Plusieurs articles de ce dossier s'inscrivent de près ou de loin dans ce débat : comment s'est mis en place, pas à pas, le système d'exclusion «raciale», certes annoncé par *Mein Kampf*, mais apparemment «utopique», qui a permis, au cours de la guerre, l'anéantissement de la plus grande partie de la population juive européenne. Ainsi, Cornelia Essner retrace-t-elle de façon minutieuse les étapes de la législation anti-juive, qui tente de définir à plusieurs reprises «le Juif» à exclure, de «rationaliser» l'anti-sémitisme encore trop vague du régime. A partir de là peuvent s'expliquer éventuellement certaines contradictions, certains paradoxes, voire certaines «faiblesses» des chasseurs de «juifs» qui n'étaient jamais en accord total avec leur idéologie. Michael Wildt, quant à lui, s'intéresse plus particulièrement aux «policiers» qui dès la fin des années trente ont préparé (sans pourtant connaître l'avenir...) la politique d'extermination. Sur la base notamment de documents jusqu'à présent inaccessibles, parce que cachés dans les «Archives spéciales» de Moscou, il dresse un portrait d'ensemble des acolytes de Himmler et Heydrich dont l'idéologie pratique ne peut être reconduite, selon lui, à la «banalité du mal». L'étude de Carsten Klingemann, enfin, porte sur un groupe d'intellectuels nazis qui, selon certains, n'aurait jamais existé : les *Reichssoziologen*, les sociologues nazis. Contrairement, en effet, au mythe entretenu après 1945 que la sociologie aurait cessé d'exister en 1933, il y eut une sorte de «sociologie nazie» qui put élargir ses assises et jouer un rôle auxiliaire dans le cadre de la politique sociale du régime et, plus tard, des mesures de «purification ethnique». L'auteur examine ici un «cas» significatif : l'utilisation de Max Weber et de ses œuvres sous le régime hitlérien. Bien que représentant typique de la sociologie libérale de «l'ancien régime», Weber a néanmoins été récupéré par certains auteurs nazis ou proches des nazis, afin de donner une caution scientifique à des travaux par ailleurs peu assurés de leur rigueur méthodologique. Tandis que ces trois articles traitent des réalités allemandes en elles-mêmes, le quatrième élargit l'angle d'approche : à partir de l'image de l'Allemagne nazie telle que nous la rencontrons dans les premières *Annales*, chez Marc Bloch, Lucien Febvre et quelques autres, Peter Schöttler étudie l'élaboration d'une approche critique du nazisme qui n'était pas encore informée des images d'Auschwitz. Quelle représentation du nazisme pouvait-on se faire en 1936? ou en 1940? Par ailleurs, ce texte, pour des raisons en partie conjoncturelles, intervient dans le débat aussi déplaisant que symptomatique concernant le comportement de Lucien Febvre durant la guerre : scandaleux selon certains, honorable selon d'autres.

Peter Schöttler